FR
ANNEXE

Programme de travail annuel pour 2024 concernant les informations de sensibilisation et la promotion de la coordination entre l'Union et les États membres au sujet du budget de l'aide humanitaire

1. INTRODUCTION

Le programme de travail annuel pour 2024 concernant les informations de sensibilisation et la promotion de la coordination entre l'Union et les États membres au sujet du budget de l'aide humanitaire de l'Union porte sur les dépenses au titre des lignes budgétaires suivantes:

- 14 20 04 03 – Politique d'information et communication stratégique pour l'action extérieure: 1 495 419 EUR;
- 14 20 04 05 – Promotion de la coordination entre l'Union européenne et les États membres en matière de coopération au développement et d'aide humanitaire: 602 750 EUR.

Le programme de travail annuel pour 2024 est fondé sur les objectifs et les tâches découlant des prérogatives institutionnelles de la Commission, conformément à l'article 58, paragraphe 2, point d), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier»)¹ et suivant les orientations supplémentaires sur l'exécution de ces tâches contenues dans les documents suivants:

- «Une Europe plus forte sur la scène internationale» dans «Une Union plus ambitieuse – Mon programme pour l'Europe», par la candidate à la présidence de la Commission européenne Ursula von der Leyen - Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2019-2024²;
- «Vision partagée, action commune: une Europe plus forte – Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne»³;
- communication conjointe de la Commission et du Service européen pour l'action extérieure intitulée «Lutter contre la désinformation concernant la COVID-19 – Démêler le vrai du faux» du 10 juin 2020⁴;
- document de travail des services de la Commission intitulé «Orientations générales sur les priorités opérationnelles de l'aide humanitaire en 2024»⁵; et
- communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur l'action humanitaire de l'UE: nouveaux défis, mêmes principes⁶.

En fonction des objectifs figurant dans les prérogatives institutionnelles, le présent programme de travail contient les actions à financer et la ventilation budgétaire pour l'année 2024, comme suit:

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission_fr.pdf.

³ https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs_review_web_0.pdf.

⁴ JOIN/2020/8 final - <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/08c7a6a3-ab40-11ea-bb7a-01aa75ed71a1>

⁵ SWD(2023) 354FINAL – https://ec.europa.eu/info/files/annual-priorities-humanitarian-aid-2023-general-guidelines-operational-priorities-humanitarian-aid-2024_en.

⁶ COM(2021) 110 - <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/a45c7136-818f-11eb-9ac9-01aa75ed71a1>

- (a) marchés (exécutés en gestion directe) pour accroître la sensibilisation aux questions humanitaires, leur compréhension et le soutien apporté en la matière: 1 415 449 EUR(point 2.1);
- (b) marchés (exécutés en gestion directe) pour l'organisation d'événements, de dialogues et d'échanges entre la Commission, les États membres, les organisations internationales et d'autres acteurs internationaux: 449 612 EUR (point 2.2);
- (c) coûts afférents à l'informatique institutionnelle: 110 108 EUR (point 3.1);
- (d) autres actions, cotisations et contributions de la Commission aux organisations et réseaux internationaux: 123 000 EUR (point 3.2).

Les objectifs énoncés ci-dessous visent à soutenir les activités d'information et de communication concernant les actions d'aide humanitaire de l'Union. L'adoption rapide de la décision a pour but de garantir la disponibilité des fonds budgétaires au début de l'année 2024.

Base juridique

Article 58, paragraphe 2, point d), et article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012⁷.

Lignes budgétaires

14 20 04 03 et 14 20 04 05

Objectifs poursuivis

L'objectif général est de soutenir les activités proactives d'information, de communication et de sensibilisation du public et de faire mieux connaître et mieux comprendre l'action extérieure de l'Union dans les pays tiers, auprès des organisations internationales et au sein de l'Union, dans le cadre de la communication sur des thèmes présentant une forte dimension internationale.

Résultats attendus

Sensibilisation et soutien accrus aux questions humanitaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union et contribution aux actions de communication institutionnelle de la Commission. L'organisation d'événements internationaux devrait permettre d'améliorer la coopération avec les États membres et les autres donateurs et d'accroître l'efficacité du système humanitaire.

⁷ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

2. MARCHES

Selon les estimations, l'enveloppe budgétaire globale réservée aux marchés en 2024 s'élève à 1 865 061 EUR.

2.1. Informations de sensibilisation aux actions d'aide humanitaire de l'Union

Objet des marchés envisagés (*activités de communication*)

Les fonds disponibles au titre de cette section seront utilisés pour accroître la sensibilisation aux questions humanitaires, leur compréhension et le soutien apporté en la matière, en particulier en Europe et dans les pays tiers où l'Union finance des opérations humanitaires d'envergure, par l'organisation d'actions de sensibilisation du public, d'information et de communication à forte incidence. Il s'agit également de mettre en évidence le partenariat entre la Commission, et en particulier la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO), et ses partenaires pour apporter une aide d'urgence aux personnes touchées par des crises humanitaires. Les actions de communication contribueront également, s'il y a lieu, à la communication institutionnelle de la Commission.

La stratégie de communication de la DG ECHO dans le domaine de l'aide humanitaire prend en considération la spécificité de l'aide humanitaire, dans le but de préserver le caractère distinct des actions humanitaires fondées sur des principes et des besoins, conformément au consensus européen sur l'aide humanitaire⁸. L'Union est l'un des principaux pourvoyeurs d'aide humanitaire au monde et elle joue un rôle important dans la construction du paysage humanitaire mondial. Il est essentiel de fournir aux parties prenantes au sens large des informations transparentes et fiables sur les effets de l'aide humanitaire et des capacités de réaction aux catastrophes de l'Union, ainsi que sur les valeurs sous-jacentes, afin d'étayer et de mobiliser soutien et aide à tout moment.

Les actions de communication conjointes avec les partenaires humanitaires de la Commission européenne font partie intégrante de cette approche. Les activités opérationnelles financées par la DG ECHO intégreront donc pleinement cet impératif, conformément aux exigences en matière de visibilité du modèle de convention de subvention institutionnelle de la Commission, entré en vigueur dans le cadre du nouveau budget à long terme en 2021.

Informers sur la réaction de l'Union face aux crises soudaines, en cours et prolongées reste au cœur de la planification en matière de communication, de même que la sensibilisation à des thèmes plus stratégiques, tels que les conséquences humanitaires du changement climatique, la sécurité alimentaire, le droit humanitaire international, les principes humanitaires et les «crises oubliées».

Les canaux de communication et les actions financés au titre de cette ligne budgétaire incluront, entre autres, les supports imprimés traditionnels, les produits numériques et les produits destinés aux médias sociaux, les visites de journalistes, les programmes audiovisuels et les partenariats avec les médias, la promotion de contenus en ligne et hors ligne, et des actions stratégiques avec des partenaires humanitaires concernant des thèmes de campagne majeurs. La priorité sera donnée aux actions intégrées et de grande envergure, qui permettent un dialogue avec des publics cibles spécifiques.

Budget total: 1 415 449 EUR

Ligne budgétaire

14 20 04 03

⁸ https://ec.europa.eu/echo/who/humanitarian-aid-and-civil-protection/european-consensus_fr

Mode d'exécution

Les marchés seront attribués et exécutés en gestion directe par la DG ECHO en recourant, dans la mesure du possible, à des contrats-cadres institutionnels avec des prestataires de services spécialisés. La Commission veille au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'Union⁹.

Aux fins de la mise en œuvre des actions de sensibilisation et de communication sur le terrain, la DG ECHO et le(s) contractant(s) doivent établir des contacts réguliers au sein des représentations de la Commission européenne dans les États membres afin de veiller à ce que les aspects et les sensibilités politiques propres à chaque pays soient pris en considération avant le lancement.

2.2. Organisation d'événements, de dialogues et d'échanges entre la Commission, les États membres, les organisations internationales et d'autres acteurs internationaux, y compris la préparation de forums internationaux et la participation à ceux-ci ou dans le cadre du volet «financement du développement et de l'aide humanitaire»

Objet des marchés envisagés

Activités (événements, recherche, etc.) contribuant à soutenir les priorités de la Commission européenne en matière d'aide humanitaire. Il peut s'agir, entre autres, d'actions de sensibilisation et d'échanges avec des donateurs, d'événements humanitaires à haut niveau organisés dans le cadre des Nations unies, d'initiatives et d'expertises visant à soutenir l'efficacité et l'efficience du système humanitaire.

Un montant de **200 000 EUR** constituera la contribution de la DG ECHO à la conférence des donateurs pour la Syrie, qui sera organisée par la DG NEAR dans le courant du premier semestre de l'année N+1.

Le montant total alloué à l'organisation d'événements, de dialogues et d'échanges entre la Commission et des acteurs internationaux tels que les conférences de donateurs et de bailleurs de fonds, ainsi qu'à l'organisation d'événements, de dialogues et d'échanges entre la Commission et des organisations internationales est fixé à **449 612 EUR**.

Ligne budgétaire

14 20 04 05

Mode d'exécution

Les marchés seront attribués et exécutés en gestion directe par la DG ECHO en recourant, dans la mesure du possible, à des contrats-cadres institutionnels avec des prestataires de services spécialisés. La Commission veille au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de fonds à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'Union.

⁹ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

Aux fins de la mise en œuvre des actions de sensibilisation et de communication sur le terrain, la DG ECHO et le(s) contractant(s) doivent établir des contacts réguliers dans les représentations de la CE dans les États membres afin de veiller à ce que les aspects et les sensibilités politiques propres à chaque pays soient pris en considération avant le lancement.

3. AUTRES ACTIONS OU DEPENSES

3.1. Coûts afférents à l'informatique institutionnelle

Base juridique

Article 58, paragraphe 2, point d), et article 110 du règlement financier

Lignes budgétaires

14 20 04 03 et 14 20 04 05

Montant

110 108 EUR

Description et objectif de la mesure d'exécution

Les montants ci-après sont alloués aux activités informatiques internes centrales mises en œuvre par la DG DIGIT, conformément à la communication concernant les lignes directrices sur le financement des systèmes informatiques institutionnels¹⁰:

Ligne budgétaire 14 20 04 03: 79 970 EUR

Ligne budgétaire 14 20 04 05: 30 138 EUR

Budget total: 110 108 EUR

Mode d'exécution

Le mode d'exécution des actions pour l'informatique institutionnelle sera la gestion directe. La Commission veille au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de fonds à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'Union.

3.2. Cotisations et contributions de la Commission aux organisations et réseaux internationaux

Objet des marchés envisagés

Cotisations et contributions de la Commission à l'ALNAP (Réseau d'apprentissage actif pour l'obligation de rendre des comptes et la performance), au CaLP (Partenariat pour l'apprentissage financier) et à

¹⁰ C(2020) 6126 du 9.10.2020.

l'INEE (Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence)

ALNAP

Sur la base de sa décision C(2021) 4020 final, la Commission a commencé en 2021 à participer en tant que membre contributeur officiel au Réseau d'apprentissage actif pour l'obligation de rendre des comptes et la performance (ALNAP), conformément aux règles régissant la participation de la Commission à des organismes de droit privé. Des décisions similaires de la Commission devraient être adoptées pour le CaLP et l'INEE.

Les activités de l'ALNAP soutiennent la mise en œuvre par la DG ECHO des lignes directrices de la Commission pour une meilleure réglementation¹¹, qui mettent fortement l'accent sur l'apprentissage (ainsi que sur l'obligation de rendre des comptes) et précisent que «Mieux légiférer» signifie concevoir les politiques et les actes législatifs de l'Union de manière à ce qu'ils atteignent leurs objectifs à un coût réduit au minimum. Mieux légiférer, c'est faire en sorte que les décisions politiques soient conçues de manière ouverte et transparente, fondées sur les meilleures données disponibles et soutenues par une large participation de tous les acteurs concernés.

Les objectifs et les activités générales de l'ALNAP satisfont entièrement aux objectifs du règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil concernant l'aide humanitaire¹², qui se fonde sur les principes fondamentaux de l'aide humanitaire¹³.

Budget: 100 000 EUR

Partenariats CaLP et INEE

Le Partenariat pour l'apprentissage financier (Cash Learning Partnership ou CaLP) est un réseau réunissant des acteurs dont l'objectif premier est d'exploiter au mieux les possibilités que l'aide humanitaire sous forme d'espèces et de bons d'achat peut offrir aux personnes dans les situations de crise. La DG ECHO a pris de multiples engagements, rappelés il y a peu dans la communication de 2021 sur l'action humanitaire de l'UE¹⁴, pour accroître la qualité et l'ampleur de l'aide en espèces.

Être membre du CaLP permettra à la DG ECHO de contribuer activement et proactivement à la mission collective du réseau, ce qui prouvera publiquement à ses partenaires humanitaires et aux autres parties prenantes, y compris aux donateurs réunis au sein du Donor Cash Forum (Forum des donateurs d'espèces) qu'elle préside, qu'elle est déterminée à promouvoir l'aide sous forme d'espèces et de bons d'achat et les bonnes pratiques dans le secteur.

Être membre du réseau permettra à la DG ECHO d'influer de manière stratégique sur l'aide en espèces, en déterminant les évolutions techniques décisives (par exemple en élaborant des normes communes et des guides de bonnes pratiques), en définissant les axes de la recherche mondiale pour renforcer encore la base factuelle à l'appui de l'aide en espèces, en influençant les travaux du CaLP en matière de politiques, y compris le recensement des questions prioritaires, pour façonner l'avenir de l'aide sous forme d'espèces, et en pesant sur la direction stratégique et la supervision, par exemple au sein du conseil d'administration, du groupe consultatif technique et des groupes de travail.

Le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) est un réseau ouvert, mondial et sans but lucratif réunissant des membres qui œuvrent ensemble dans un cadre humanitaire et de développement pour garantir à tout un chacun le droit à une éducation pertinente, sûre et de qualité. Être membre de son groupe directeur permettra à la DG ECHO d'influencer de manière stratégique la politique mondiale en matière d'éducation dans les situations d'urgence et de contribuer ainsi au renforcement de la position de l'UE en tant qu'acteur mondial dans ce domaine. Le réseau constituera également une plateforme sur laquelle elle pourra encourager davantage l'approche associant l'aide humanitaire, le développement et la paix et orienter le dialogue avec les décideurs politiques, les donateurs et les praticiens sur l'éventail complet des questions liées à l'éducation

¹¹ SWD(2017) 350 final.

¹² Règlement (CE) n° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire (JO L 163 du 2.7.1996, p. 1).

¹³ https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/who/humanitarian-principles_fr

¹⁴ COM(2021) 110 final

en situations d'urgence.

Budget: 23 000 EUR

Budget total: 123 000 EUR

Ligne budgétaire

14 20 04 05

Mode d'exécution

Conformément à l'article 239 du règlement financier sur les frais d'adhésion et autres paiements de cotisations, l'Union peut verser des contributions au titre de cotisations à des organismes dont elle est membre ou observateur.

Appendice 1
Dotation par action en euros

	Ligne budgétaire 14 20 04 03
Marchés portant sur les actions relatives aux informations de sensibilisation aux relations extérieures de l'UE.	1 415 449 EUR
Actions pour l'informatique institutionnelle	79 970 EUR
Montant total	1 495 419 EUR
Ligne budgétaire 14 20 04 05	
Activités de passation de marchés (événements, recherche, etc.) contribuant à soutenir les priorités de la Commission européenne en matière d'aide humanitaire.	449 612 EUR
Cotisations	123 000 EUR
Actions pour l'informatique institutionnelle	30 138 EUR
Montant total	602 750 EUR